Conseil d'école n°2 – Jeudi 15 février 2018 (17h30 – 20h00)

Personnes présentes au conseil d'école :

- M. LAFFITE, Maire de Querrien,
- M. BESNARD, adjoint chargé des affaires scolaires,
- M. CADO, adjoint aux travaux,
- M. PRAT, Délégué Départemental de l'Education Nationale,
- Mme ECK, Mme EL BAOUNE, Mme HUG, Mme KERVARREC, Mme LE GOFF, Mme LEREDDE, Mme PERON, représentantes des parents d'élève,
- Mme LANDAIS, M. LE BIHAN, Agents Territoriaux Spécialisés des Ecoles Maternelles,
- Mme SCOARNEC, Auxiliaire de Vie Scolaire,
- Mme BOUTET, Mme LE MOUILLOUR, Mme QUEMENER et M. HUGUENIN, M. MORGANT, enseignants de l'école,
- M. LE MOING, directeur de l'école.

Personnes excusées :

- Mme DECEMME, Inspectrice de l'Education Nationale de la circonscription de Quimper Est,
- Mme FABIER, Mme HENRY et Mme MOCAER, enseignantes.

1) Approbation du compte-rendu du dernier conseil d'école

Aucune remarque n'a été formulée.

2) Les demandes budgétaires pour l'année 2018

		Budget 2017	Proposition budget 2018
<i>Budget</i> « <i>fonctionnement</i> »	Fournitures scolaires	43 € par élèves	43 € par élèves
	Pédagogique	400 € par classe	400 € par classe
	Direction	200 €	200 €
<i>Budget</i> « <i>investissements</i> »	Aménagements	4 500 €	3 000 €
	Numérique	5 000 €	5 288 €* 288€
	EPS	500€	1 000 €** 500€
<i>Budget</i> « <i>sorties</i> »	Transport	20€ par élève	20€ par élève
	Sorties scolaires	2 350€ (déblocage de 25% des factures)	2 350€ (déblocage de 25% des factures)

* 5 000 € (plan de financement numérique) + 288€ (report reste budget 2017)

** 500€ (plan de financement EPS) + 500€ (renouvellement de matériel dont l'usure est accélérée par la mise à disposition pour les TAP).

Lors du comité de pilotage du 24/06/2016, il avait abordé le fait que le matériel d'EPS, mis à disposition pour les TAP, avait une vétusté accélérée. Un budget spécifique pour les TAP a donc été voté par le conseil municipal mais très peu d'achats ont été réalisés car l'animateur ne dispose pas réellement de ce budget.

3) Sécurité

◆ Sécurisation des bâtiments contre les cambriolages :

Lors du cambriolage des locaux scolaires du site principal, dans la nuit du 01 au 02 décembre 2017, de nombreux objets ont été dérobés : imprimante laser avec cartouches, deux appareils photos numériques, une tablette tactile, un enregistreur numérique. Le montant du préjudice s'élève à 1 104,40€.

La mairie a accepté que l'école puisse racheter ce matériel sur le budget investissement restant, pour un montant de 1 011,71€.

L'équipe enseignante rappelle que, dans le cadre du plan numérique voté par la mairie, l'école s'équipe de matériel informatique pour un montant de 24 000€. Lors d'un précédent conseil d'école, M. SARDAIN (ancien DDEN), avait suggéré l'installation d'une alarme anti-intrusion pour protéger cet investissement numérique. Ainsi, nous reformulons cette demande auprès de la mairie pour que ce type d'intrusion dans les locaux scolaires ne soit plus possible.

M. CADO, adjoint aux travaux, indique que cette proposition pourrait pleinement s'inscrire dans le futur projet scolaire.

◆ Bilan de l'exercice incendie du mardi 13 février 2018 :

Les exercices des deux bâtiments du site principal se sont déroulés dans de bonnes conditions.

Sur le site annexe, l'exercice n'a pas pu avoir lieu car les boîtiers de déclenchement n'activent plus l'alarme depuis l'exercice incendie du 07/11/2017 (cf. PV conseil d'école du 07/11/2017). Par ailleurs, l'extincteur dans le couloir du rez-de-chaussée a disparu, et les autres extincteurs périmés présents dans le bâtiment sont toujours en place.

Les représentantes de parents d'élèves rappellent à la mairie les obligations en termes de sécurisation des locaux et s'étonnent que rien n'ait été fait depuis le dernier conseil d'école.

M. PRAT, DDEN, propose de constituer une commission locale (composée d'élus, pompiers...) pour contrôler les bâtiments du site annexe car la mairie n'a pas jugé opportun de faire appel à une commission de sécurité avant la rentrée scolaire (cf. PV conseil d'école du 07/11/2017).

M. Le Maire indique qu'une société interviendra rapidement pour répondre à ces aspects sécuritaires et s'engage à informer les familles dès que tous ces points seront opérationnels.

◆ Sécurisation aux abords de l'école :

Certains usagers de la route ne s'arrêtent pas au feu de signalisation devant l'école quand il passe au rouge. De plus, la vitesse autorisée sur cette route départementale (D49) en sortie d'agglomération est de 50km/h. La vitesse de certains automobilistes est bien au-delà. D'autre part, de nombreux conducteurs utilisent la voie à contre sens devant l'école annexe, mais aussi devant la cantine pour rejoindre le parking.

Les membres du conseil d'école appréhendent qu'un accident puisse arriver.

Plusieurs propositions sont envisagées :

- **Aménagement des espaces : barrières, chicanes pour piétons, dos d'âne...** M. CADO, adjoint aux travaux, informe le conseil d'école qu'un projet d'aménagement et de sécurisation du bourg est en cours et nécessite l'expertise de la DDTM.
- **La mise en place de radars pédagogiques :** ce système apparaît peu efficace d'après la DDTM
- **Inciter la gendarmerie à venir effectuer des contrôles plus fréquemment**
- **Mise en place d'une police municipale pour encadrer la sortie de l'école :** cette solution semble trop onéreuse pour la mairie et apparaît inefficace en dehors du temps de sortie des classes (cas des enfants pratiquant le judo).
- **Permis piéton :** les enseignants de cycle 3 ont prévu cette année de faire passer le permis vélo aux élèves. Cette proposition pourra être envisagée ultérieurement.
- **Revoir l'appel piéton à la demande :** le feu de signalisation semble mal réglé, il reste rouge trop longtemps, ce qui peut influencer sur le comportement des conducteurs. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que le bouton d'appel pour piétons reste bloqué en position enfoncée. M. Le Maire s'engage à faire réviser ce système de signalisation par feu tricolore.

4) Rythmes et horaires scolaires pour l'année 2018-2019

◆ Les rythmes scolaires :

Une enquête, à destination des familles qui auront au moins un enfant scolarisé à l'école l'année prochaine, a été réalisée par la mairie en concertation avec l'équipe enseignante.

Nombre de familles concernées par l'enquête : 75

Nombre d'enquêtes retournées : 66

Taux de participation : 88%

Résultat de l'enquête auprès des familles		
Retour de la semaine à 4 jours	Maintien de la semaine à 4 jours ½	Ne se positionnent pas
48	16	2
soit 73%	soit 24%	soit 3%

Remarques évoquées lors cette enquête :

- ✓ Annotation d'une famille sur le questionnaire : « étant donné que les TAP ne seront pas reconduits, il n'existe pas de réel choix pour les parents qui travaillent en journée. »
- ✓ L'indication « La mairie ne reconduira pas les TAP l'année prochaine » était indispensable pour permettre aux familles de se positionner en toute connaissance de cause.

Echanges lors du conseil d'école :

Mme EL BAOUANE, représentante des parents d'élèves, regrette que la commission de suivi des TAP n'ait pas été réunie, ou à défaut, informée de la décision de la mairie.

M. Le Maire justifie la décision de la mairie d'arrêter les TAP l'année prochaine :

- ✓ **Aspect organisationnel** : essoufflement des bénévoles pour s'engager sur ce temps périscolaire,
- ✓ **Cohérence territoriale** : volonté d'une organisation identique du temps scolaire avec les communes alentours,
- ✓ **Aspect financier** : le coût important lié à la réforme des rythmes scolaires (personnel d'encadrement des TAP et transport des enfants vers l'ALSH de Kermec le mercredi midi) représente près de 20 000€ à la charge de la commune (déduction faite des aides). De plus, le fond d'amorçage par l'état de 50€/enfant ne sera plus reconduit en 2019.

Vote du conseil d'école (14 votants) :

- ✓ « Pour le maintien de la semaine à 4 jours ½ » : 3
- ✓ « Pour le retour de la semaine à 4 jours » : 8
- ✓ « S'abstient » : 3

◆ **Les horaires :**

Le conseil d'école estime que la pause méridienne de 1h45 est indispensable au bon déroulement des deux services de cantine.

L'équipe enseignante propose de revoir les horaires scolaires pour privilégier le temps de concentration des élèves sur la matinée : 3h15 d'enseignement le matin et 2h45 l'après-midi.

Des familles ont exprimé le fait que le temps de décalage entre les horaires des deux sites (10 minutes) était trop important. En effet, certains parents doivent attendre (entre 5 à 10 minutes) l'ouverture du site principal après avoir déposé le premier enfant sur le site annexe.

Proposition des horaires scolaires pour l'année 2018-2019

✓ **Site principal : 08h45-12h00 et 13h45-16h30**

✓ **Site annexe : 08h40-11h55 et 13h40-16h25**

Vote du conseil d'école (14 votants) :

✓ « Contre » : 0

✓ « S'abstient » : 8

✓ « Pour » : 6

Rappel :

M. Le Maire doit adresser, avant le 9 mars 2018 à l'IEN pour avis et transmission à l'IA-DASEN, un projet d'organisation du temps scolaire.

5) Mise en place d'un comité de pilotage « Projet d'établissement scolaire »

Lors du premier conseil d'école de l'année, il avait été indiqué : « *Des temps de concertation, réunissant élus, usagers (enseignants et personnels) et représentants de parents d'élèves, seront organisés une fois le projet précisé.* »

C'est dans cet état d'esprit que la mairie propose de créer un comité de pilotage, dirigé par M. CADO, adjoint aux travaux, et regroupant parents, personnels communaux et enseignants, afin de suivre l'évolution des travaux en lien avec le projet d'établissement scolaire. La première commission se déroulera début avril 2018.

6) Questions diverses

◆ Questions traitées dans l'ordre du jour du conseil d'école :

1. *Suite à l'exercice incendie du 07/11/17, il y avait des problèmes avec les boîtiers de déclenchement d'alarme et des extincteurs périmés : ont-ils été remplacés / réparés ?*
2. *D'où vient le choix de supprimer les TAP ?*
3. *Que va devenir le temps consacré aux TAP ? L'heure de fin d'école sera-t-elle avancée ? Quand cette suppression des TAP aura lieu ?*
4. *Un budget était normalement alloué aux TAP. Or, nous savons que, depuis le début, le budget n'est pas distribué entièrement. Qu'en est-il ? Où est passée cette enveloppe ? Pouvons-nous envisager qu'elle soit redistribuée pour l'école (matériel EPS...)?*
5. *Serait-il possible de prévoir 5 minutes seulement de décalage horaire entre l'école principale et l'annexe au lieu des 10 minutes actuelles ?*

◆ Questions à destination de l'école :

6. **Concernant les interventions « Dumiste » : pour quelle raison n'y a-t-il pas d'intervention dans la classe élémentaire bilingue alors qu'elle enseigne aux mêmes niveaux (du ce1 au cm2) que les autres classes concernées ?**

Le cadre des interventions :

Quimperlé Communauté propose des interventions musicales en milieu scolaire en s'appuyant sur trois musiciens intervenants, appelés Dumistes. Cette action d'initiation, de sensibilisation et d'éveil à la musique s'inscrit dans une relation privilégiée entre le musicien et l'enseignant. Ensemble, ils mettent en œuvre un projet musical en relation avec la vie de la classe, en cohérence avec le projet d'école validé par l'Inspection Académique.

Le dispositif s'adresse aux enfants de la Grande Section au CM2 et est pris en charge financièrement par Quimperlé Communauté. Les interventions fonctionnent par semestre, soit en moyenne 15 heures/classe/an. En fonction de sa disponibilité, le musicien pourra intervenir dans plusieurs classes d'une même école.

L'échéancier :

Avant le 6 juin : retour de la fiche-projet complétée à Quimperlé Communauté.

Lundi 19 juin : Comité de sélection des projets, en partenariat avec l'Inspection Académique.

Jeudi 22 juin à 17h : Réunion-bilan des interventions de l'année passée dans les locaux de Quimperlé Communauté en présence des enseignant(e)s et directrices(teurs) d'école - Communication des projets retenus pour 2017-2018.

Pour le 30 juin : Pour les écoles publiques, transmission par l'école du projet pédagogique détaillé à l'Inspection Académique. Tout retard pouvant décaler voire annuler les interventions, nous vous remercions de bien vouloir respecter ces délais.

Mme MOCAER a été affectée le 13 juillet sur la création du poste bilingue dans notre école, elle n'a donc pas pu s'inscrire dans ce projet.

7. **Les cartables à roulettes sont portés sur le dos par les enfants de la garderie du fait de la dangerosité (risque de chutes) lorsque les enfants marchent de la garderie à l'école à la queue leu-leu. Ces sacs sont plus lourds que les autres, faut-il prévoir de ne pas les recommander à la rentrée prochaine aux familles plutôt que de les laisser investir dans un sac onéreux qui sera finalement porté ?**

Cette proposition pertinente est partagée par l'équipe enseignante et fera l'objet d'une communication aux familles en fin d'année.

8. **Est-il possible de mettre à la disposition des enfants qui pratiquent les activités aquatiques le matin un fruit (banane, pomme) ou une barre de céréales ?**

Les élèves de CE1-CE2 mangent au deuxième service, soit à 12h45. Les parents peuvent, s'ils le souhaitent, fournir un fruit à leur enfant le jeudi matin pour qu'ils le mangent à leur retour de la piscine (11h15). Les barres de céréales, biscuits, gâteaux, sucreries et compotes ne sont pas autorisés.

◆ **Questions à aborder directement auprès des enseignants concernés :**

9. ***L'agenda de l'année scolaire précédente est utilisé en CE1. Les familles peuvent-elles acheter un agenda 2018 à leurs enfants pour que les devoirs soient notés dessus car parfois cela est incompréhensible ?***

◆ **Questions à destination de la mairie :**

10. ***Concernant la classe de CE1 (école annexe), les enfants sont exposés aux courants d'air dû à une mauvaise isolation des fenêtres. Des travaux sont-ils prévus ?***

Des recherches de solution sont effectivement en cours, indique M. CADO.

11. ***Concernant la semaine de 4 jours : qu'est-ce qui est proposé le mercredi pour les enfants dont les parents travaillent ce jour-là ? Et à quel coût ?***

L'Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) de Kermec (Tréméven) est de la compétence communautaire. La mairie n'aura plus la possibilité d'assurer l'organisation du transport l'année prochaine.

12. ***Pourrait-on envisager que la cantine propose des produits bio et locaux à nos enfants ? Pourrait-on imaginer une vraie cuisine savoureuse ?***

Actuellement, 20% des produits proposés dans les menus sont « bio ». Le repas coûte 5,50€ et est facturé 2,80€ aux familles. La mise en place d'une cuisine sur place reste très compliquée à mettre en place et coûterait bien au-delà de ce qui est proposé à présent.

13. ***Est-il possible d'avoir un planning des intervenants de l'aide aux devoirs à la garderie ?***

L'aide aux devoirs est organisée par Jacqueline BARRE, responsable de la cantine et de la garderie, deux fois par semaine.

14. ***La mairie a perçu un don de 40135 euros de la part de l'association des Amis de Notre-Dame. Ce don reçu doit servir aux enfants et, dans le bulletin municipal de janvier dernier, Jean-Paul Lafitte assure que "la volonté des donateurs sera respectée". Comment sera utilisé ce don ? Sera-t-il réellement investi dans des actions pour les enfants de Querrien ? Est-ce que Monsieur Le Maire prévoit une réunion publique avec les parents de la commune pour l'évoquer ?***

Une réunion avec les donateurs est envisagée mais, pour l'instant, la mairie n'est pas en mesure d'indiquer comment ce don sera utilisé précisément.

Enrick LE BIHAN, responsable jeunesse de la commune, sonde les jeunes pour définir leurs besoins.